



Les ventes d'armes à l'Iran et le financement des « contras »

La crise politique à Washington s'est brusquement aggravée

Incompétence ou légèreté ?

«**Q**uelques choses ne va pas lorsque le président ne s'est pas ce qui se passe dans le couloir de la Maison Blanche. » Cette déclaration de M. Robert Byrd, le leader de la nouvelle majorité démocrate au Sénat, donne le ton de l'atmosphère de crise qui règne aujourd'hui à Washington. C'est l'autorité même de M. Ronald Reagan, sa capacité à gouverner les États-Unis pendant encore deux ans, qui sont directement mises en cause. Une sensation « peut-être sans équivalent, selon le « New York Times », depuis les jours de la crise du Watergate ».

La comparaison avec le drame vécu il y a une dizaine d'années par l'Amérique sous la présidence de M. Nixon paraît exagérée. Du moins dans l'état actuel de la très sombre affaire de ventes secrètes d'armes à l'Iran dans laquelle M. Reagan a été, par légèreté ou incompétence, touré. Il n'en reste pas moins que le roi est nu. Si soudainement et brutalement qu'on s'en inquiète, en fait, sans encore le dire à haute voix. Jusque dans les rangs démocrates, devant maître, le 4 novembre, des deux Chambres de Congrès.

Les déclarations du ministre américain de la justice, M. Meese, mardi 25 novembre, selon lesquelles une partie de l'argent provenant des ventes secrètes d'armes à l'Iran par les États-Unis avait été versée illégalement aux « contras » nicaraguayens ont provoqué un rebondissement inattendu de la crise qui secoue actuellement Washington.

Malgré l'annonce de la démission de M. Poindexter, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, l'autorité de M. Reagan est désormais directement mise en cause.

WASHINGTON
de notre correspondant

Lorsque, d'une heure sur l'autre, les rendez-vous du président sont annulés, qu'il tient un soudain concubage avec l'attorney général (ministre de la justice), le vice-président et le secrétaire général de la Maison Blanche et qu'est annoncée une déclaration présidentielle imminente, tout le monde sait à Washington que ce sera jour de crise.

Et, mardi 25 novembre en début de matinée, personne ne doutait que cette crise-là serait retentissante, puisqu'on en était à la troisième semaine exacte de l'affaire des livraisons secrètes d'armes à l'Iran : que, la veille, M. Reagan avait réuni deux heures durant ses principaux col-

laborateurs sans que l'on ait pu savoir pourquoi, et que la veille aussi l'adjoint direct du secrétaire d'Etat avait proprement mis en pièces devant une commission du Congrès ces ventes de missiles à la République islamique.

On s'attendait à un grand remaniement ou à un départ de M. Shultz, on eût cru à ce que le président admette une erreur et appelle le pays à tourner la page. On s'attendait à tout - mais pas à apprendre que des bénéfices de « 10 à 30 millions » de dollars sur les ventes d'armes à l'Iran avaient permis de financer la guérilla antisandiniste, que cela avait été l'œuvre d'un seul lieutenant-colonel du Conseil national de sécurité, privé de quitter son poste.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

Le débat sur la réforme des universités

Le mouvement des étudiants et des lycéens s'étend à Paris et en province

Le mouvement des étudiants et des lycéens s'étend à Paris et en province, à la veille du débat à l'Assemblée nationale, jeudi 27 novembre, sur le projet de loi de réforme des universités. Une manifestation doit se dérouler ce jour-là de la Sorbonne à l'Assemblée. Des rassemblements sont également prévus dans les principales villes universitaires. Mardi, plusieurs milliers de lycéens ont manifesté dans les rues, en province et à Paris, au quartier Latin. Les syndicats d'enseignants du second cycle proches de la gauche appellent à leur tour leurs adhérents à se joindre au mouvement.



- Quoi de neuf, M. Devaquet?, par Frédéric Gausson (page 20).
- La colère tranquille des étudiants, par Philippe Bernard (page 20).
- La sorte inattendue des lycéens, par Christiane Chombeau et Daniel Schneidermann (page 21).

La libération des prix

L'ordonnance de M. Balladur met fin à quarante ans de contrôle mais prévoit quelques filets de sécurité.

PAGE 23

Licenciements dans la sidérurgie

M. Francis Mer, PDG d'Usinor et Sacilor, propose la suppression de 20000 emplois en 1987.

PAGE 28

Missile sur Bagdad

Un engin sol-sol iranien a fait quarante-huit morts.

PAGE 28

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES
Bernardo Bertolucci tourne en Chine. Les feux d'artifices de Léo Carax. Rostropovitch se souvient de Prokofiev.

Pages 11 à 13

A nos lecteurs

En raison de la grève des ouvriers du Livre, le Monde ne paraîtra pas le jeudi 27 novembre.

« Le Monde Cadeaux »
supplément magazine de 80 pages, paraîtra vendredi (numéro daté samedi 29 novembre) en même temps que « le Monde des livres » et « le Monde sans visa ».

1984-1986 : Liberté, égalité

par Jean-Marie Colombani

Faut-il parler, comme M. Jean-Claude Gaudin, de la part qui échoué à « la traditionnelle mort d'automne » ? Toujours est-il que, huit mois après son retour aux affaires, la droite fait face à une contestation multiforme. L'une est certes classique, reconnue, répertoriée : c'est celle que le PCF et la CGT ont déclenchée pour la défense de la Sécurité sociale. L'autre est insaisissable : c'est la nouvelle révolte étudiante et lycéenne.

La première obéit aux canons habituels de la vie politique française : les communistes ont à cœur de montrer qu'ils sont l'opposition au moment où, disant MM. Mitterrand et Chirac coopérants. Ils y mettent une ardeur redoublée depuis que les socialistes, par FEN interposée, les ont précédés... doublés, en résumant leur défi du dimanche 23 novembre. Il y a là une surenchère qui est devenue monnaie courante à gauche, et qui n'est pas de nature à inquiéter, outre mesure le gouvernement.

La seconde fait l'objet d'une polémique politique stérile : c'est la faute au PS à claquer la majorité. « Réticence », répondent les socialistes. « Nous ne sommes pas manipulés, nous sommes réceptifs », a dit plus justement une étudiante, donnant ainsi l'exacte définition de la démocratie représentative.

Au-delà de cette querelle, il y a peut-être une évolution plus profonde. Dans toute manifestation de ce genre, il est vain de protester : il y a toujours récupération par un appareil politique ou syndical. Mais l'appareil ne peut pas grand-chose s'il n'y a pas un mouve- ment, un mouvement plus puissant. Dimanche, la droite s'est réjouie : la manifestation de la gauche pour l'école n'était en rien comparable à celle du 24 juin 1984, place de la Bastille, en faveur de l'école privée. Lundi, la gauche a applaudi, dans l'espoir de voir resurgir mai 68. Droite et gauche avaient tort de comparer

ce qui ne pouvait être. Si comparaison il y a, elle peut être faite non entre 1968 et 1986 mais entre 1984 (école privée) et 1986 (le mouvement étudiant).

1984 : on descend dans la rue au nom de la liberté. 1986 : on se mobilise au nom de l'égalité.

Dans l'un et l'autre cas, l'enchâssement est le même, les réactions identiques (mutatis mutandis) et la cause unique : l'idéologie. En 1984 comme en 1986, le point de départ de la contestation est une réforme qui n'est ni scandaleuse ni immédiatement efficace. Mais elle écorne un grand principe, une valeur essentielle. En 1984, M. Savary metait des conditions à l'exercice d'une liberté (ce que l'opinion revendiquait comme telle). En 1986, M. Devaquet met des conditions à l'exercice de l'égalité (l'accès à l'Université). C'est le caractère automatique d'un droit qui est en question, que ni les parents d'élèves, hier, ni les étudiants, aujourd'hui, ne veulent lâcher.

(Lire la suite page 10.)

L'ouverture à Bangui du procès Bokassa

Grandeur et décrépitude d'Ubu empereur

Le procès de l'ancien empereur Bokassa devait s'ouvrir ce mercredi 26 novembre à Bangui, la capitale centrafricaine.

BANGUI
de notre envoyé spécial

L'empereur est nu. Ou presque, sait-on jamais ? Un sacre à la David, revu à la manière du Châtelet. Un retour d'œil planté à la façon « Bok » et les ferrailleurs. Et voilà la bouche fermée, la tragédie-bouffe qui débouche, neuf ans après, devant un tribunal centrafricain. Neuf ans - 1977-1986 - pour descendre dans un carrosse l'aveugle Jean-Bedel-Bokassa et remonter la même, rebaptisée avenue des Martyrs, dans un fourgon cellulaire.

Grandeur et décrépitude d'Ubu empereur, despote alcoolique, pantin sanglant. Au moment où devait s'ouvrir, ce mercredi 26 novembre, la « session ordinaire » de la Cour criminelle de Bangui, pour juger un accusé hors du commun, revenaient très fortes, très présentes, les images du couronnement. Cette bouffonnerie tragique, cette pantalonnade honteuse du 4 décembre 1977, sont-elles si lointaines ; le flottement des marches impériales, le roulement des tam-tam, le murmure d'un Te Deum sous contrainte, se sont-ils si définitivement tus qu'on ait oublié ces moments d'égarement de l'histoire franco-africaine ?

Certes, non. La tache persiste, et la mémoire revient au galop de

cette mascarade et de ce qui s'ensuivit. Et, le retour de Bokassa est comme la reprise involontaire d'une tragédie promptement et délibérément effacée, ces virgules de sang sur les murs de la prison de Ngaraga, découvertes en septembre 1979, au lendemain de l'opération Barracuda.

C'était ici. C'était lui et c'était nous, on veut dire par là la France officielle. C'est encore lui, ce n'est plus lui et c'est toujours nous, la France des conseillers techniques, des « grandes oreilles » et des « Barracudas », mais aussi la France de la présence en Afrique.

PIERRE GEORGES.
(Lire la suite page 6.)

Cartier



BRACELET ET BRACELET "3 ANNEAUX" OR 18 CT ET BRILLANTS

12, avenue Montaigne PARIS, 4720.06.73

Les Montres Cartier sont en vente exclusivement chez les joailliers Cartier et les bijoutiers Mont de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

AUTRICHE : après les élections

Le Parti populiste est divisé sur la composition de la future coalition

Le chancelier Franz Vranitzky a remis mardi 25 novembre la démission de son gouvernement au président de la République...

ble avant le scrutin de dimanche - est aujourd'hui remise en cause par une fraction de l'ÖVP...

L'affaire Waldheim

Rétractation, nouvelle accusation...

L'hebdomadaire autrichien Profil, qui avait été le premier organe de presse, le 5 mars dernier, à lancer des accusations contre le président autrichien Kurt Waldheim...

Se fondant sur ce document dont il indique avoir obtenu une copie, le magazine affirme que « les accusations lancées par la Yugoslavia en 1947 étaient arbitraires et fausses ».

A New-York, d'autre part, le Congrès juif mondial affirmait, mardi 25 novembre, que M. Kurt Waldheim avait fourni de faux renseignements au Département d'Etat américain de la justice quant aux lieux où il se trouvait pendant la seconde guerre mondiale...

Le CFM indique qu'un document récemment découvert, qui porte la signature de M. Waldheim, montre que celui-ci se trouvait, le 7 septembre 1944, au quartier général des forces allemandes dans les Balkans...

Ce modèle aurait évidemment comme avantage pour M. Alois Mock de le faire accéder à la tête du gouvernement contre le verdict des urnes...

L'une des plus importantes personnalités du Parti populiste, M. Robert Graf, partisan de la grande coalition, a démissionné mardi de son poste de porte-parole du parti pour les questions économiques...

Disoute à plusieurs reprises par le ministère de l'Intérieur, mais

(1) Les résultats définitifs des élections sont les suivants : Parti socialiste, 43,13 % des voix, 30 sièges; Parti populiste, 41,29 % des voix, 77 sièges; Parti libéral, 9,73 % des voix, 18 sièges; Verts, 4,82 % des voix, 8 sièges.

CLAIRE TRÉAN.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Sept animateurs de la section de jazz de l'Union des musiciens sont emprisonnés depuis trois mois

Le 2 septembre 1986, la police tchèque fait irruption aux domiciles de sept responsables de la section de jazz de l'Union praguoise des musiciens...

menant contre les autorités un combat juridique digne du brave soldat Cheval, devenue membre régulier de la Fédération internationale du jazz...

C'est alors que l'Etat, après avoir fait organiser par les Jeunesses communistes un festival de jazz destiné à montrer au public qu'il s'intéressait lui aussi à ce mode d'expression artistique...

Les accusés, leurs familles et leurs amis contestent formellement cette version des faits, affirmant notamment que l'attestation des services fiscaux prouvant qu'ils étaient en règle à été subtilisée lors de la perquisition du 2 septembre dernier...

L'extension des activités de la « S.J. » au jazz rock, le succès des Journées praguoises du jazz, qui attirèrent des foules imposantes chaque année jusqu'à leur interdiction définitive en 1980, ont fait de cette association un flot de pensée non conforme dans la grisaille des institutions culturelles officielles.

LUC ROSENZWEIG.

26 novembre annonce officiellement que « Georges Marchais rencontrera vendredi matin la délégation tchécoslovaque ».

Le quotidien communiste signale également que M. Bilek a été reçu mardi par M.M. Jacques Chaban-Delmas, Jacques Toubon et Roland Dumas.

Ecrasante majorité à l'Assemblée générale

L'ONU exhorte Londres et Buenos-Aires à ouvrir des pourparlers sur les Malouines

NEW-YORK

(Nations unies)

de notre correspondant

Appelée à se prononcer sur le texte d'une résolution d'inspiration latino-américaine demandant à la Grande-Bretagne et à l'Argentine d'engager des négociations sur l'avenir des îles Malouines, l'Assemblée générale des Nations unies, mardi 25 novembre, a ignoré les appels de la délégation britannique...

« avances à rien », a constaté de son côté, sur un ton définitif, le délégué britannique. « Le souveraineté de mon pays sur les îles Malouines n'est pas négociable »...

M. Caputo a sévèrement critiqué la décision britannique, prise le 29 octobre dernier, d'élargir à 200 kilomètres la zone de pêche autour des îles, estimant que Londres souhaitait « provoquer une nouvelle flambée de violence »...

Le résultat du vote de mardi préfigure une autre défaite probable : celle de la France à propos de la Nouvelle-Calédonie.

CHARLES LESCAUT.

LIBERIA : pacte de non-agression avec la Sierra-Leone et la Guinée. Les présidents Samuel Doe, du Liberia, Joseph Momoh, de Sierra-Leone, et Lansana Conté, de Guinée, ont signé, jeudi 20 novembre, un pacte de non-agression et de coopération...

l'un quelconque de leurs Etats ne pourra pas servir de sanctuaire pour des actions de déstabilisation visant un autre Etat.

UN BIENNE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

CHEZ ECS, C'EST DÉJÀ NOËL

VOUS LOUEZ (1) OU VOUS ACHETEZ UN MICRO-ORDINATEUR (IBM, Compaq ou Bull équipé d'un 80286* ou 80386*, d'un disque dur et d'un écran graphique).

Aider, conseiller, mettre notre expérience à votre service, c'est le métier d'ECS. Et en vrai professionnel ECS sait aussi évaluer vos besoins, mettre en place les matériels qui vous conviennent et en assurer le support technique.

ECS, un loueur d'ordinateurs et un partenaire conseil.

(1) Pour une durée minimale de 24 mois.



ECS VOUS OFFRE LE LOGICIEL MICROSOFT WINDOWS ET SA SOURIS

Ce logiciel soigneusement sélectionné par ECS, est une extension de MS-DOS. Avec sa souris, il apporte un niveau de convivialité exceptionnelle et facilite les manipulations. Il permet un gain de productivité ainsi qu'une utilisation optimale de votre configuration (visualisation, impression laser, ergonomie).

LE PERE NOEL ECS EST DANS VOTRE CENTRE ECS. TELEPHONEZ-LUI NUMERO VERT 05.32.73.27



مکان ایتیل

سكنا من الامم

Proche-Orient

LIBAN

La guerre chiito-palestinienne s'est étendue au camp de Chatila, à Beyrouth

BEYROUTH
de notre correspondant

Après Saïda, où la bataille continue de faire rage autour de Magdouché, prise d'assaut et occupée lundi par les Palestiniens, la guerre chiito-palestinienne des camps s'est accentuée à Beyrouth, gagnant le périmètre de Chatila après celui de Borj-Barajneh. A Tyr, autre zone d'hostilités, les combats se poursuivent autour du camp de Rachidiyeh, mais leur rythme demeure sporadique.

Amal, qui a lancé plusieurs contre-offensives contre Magdouché, annonce y avoir reconquis ses positions. Les Palestiniens, en revanche, affirment avoir repoussé les milices chiites et repris les quelques positions réoccupées par ceux-ci. En fait, il semble qu'Amal ne soit parvenue jusqu'à présent à reprendre pied que partiellement à Magdouché, du côté est. Mais la localité demeure sous le contrôle des Palestiniens, qui tiennent en particulier la position dominante où s'élève une statue de la Vierge, protectrice de ce village chrétien, en ce jour d'hui d'une dure bataille entre belligérants musulmans.

Par un curieux retournement des choses, c'est une équipe de la LBC, station de télévision des Forces libanaises, milice chrétienne naguère ennemie jurée des Palestiniens, qui a atteint leurs positions, les a filmés et leur a permis d'exposer en long et en large leur thèse au sujet de l'offensive destinée à desserrer l'étau autour de leur camp.

BAHREIN : le pont de l'Amour relie désormais Bahrein à l'Arabie saoudite. — L'Etat du Bahrein perdra définitivement, mercredi 26 novembre, son insularité, avec l'inauguration officielle du pont-digue qui relie désormais le royaume saoudien au petit archipel de Bahrein, d'une superficie de 670 kilomètres carrés.

L'ouvrage, baptisé « Jisr 'Al Moubabbah » (le pont de l'Amour), s'étend sur 25 kilomètres de mer et emprunte une succession de sept digues et de cinq ponts. Il mettra Bahrein, naguère paradis des pêcheurs de perles et aujourd'hui place financière importante, à une demi-heure de la côte est de l'Arabie saoudite.

Le royaume saoudien a pris entièrement en charge la réalisation de cet ouvrage, estimée à 1,2 milliard de dollars (plus de 7,8 milliards de francs). — (AFP.)

Le chef d'Amal, M. Nabih Berri, a adopté, de Damas où il se trouve, et avec l'appui évident de la Syrie, une attitude très ferme, insistamment principalement que « les Libanais et eux seuls, sont maîtres de la décision au Liban. (...) Saïda n'appartient plus à ses citoyens, Amal doit la libérer. (...) Comme nous avons réussi à sortir Israël de notre pays, nous en sortirons à fortiori ceux qui ont fui devant Israël. (...) Arafat et les Palestiniens se livrent au jeu de l'implantation au Liban plutôt qu'ils ne mènent une lutte de libération. »

Les pertes, lourdes des deux côtés, sont estimées, pour la seule bataille de Magdouché, à deux cent cinquante morts et blessés, ce qui porte à plus de cinq cents victimes le bilan de l'actuelle phase de la guerre des camps, dont près de deux cents morts.

LUCIEN GEORGE.

Selon le Washington Post L'otage américain William Buckley était le chef du bureau de la CIA au Liban

Washington (AFP). — L'otage américain William Buckley, captivé le 16 mars 1984 à Beyrouth par le Djihaïd islamique, était bien le chef du bureau de la CIA au Liban, a affirmé mardi 25 novembre le Washington Post.

Selon le Post, qui n'identifie pas ses sources, l'enlèvement de M. Buckley, présenté à l'époque comme un responsable politique de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, a conduit à la mise en place de « moyens extraordinaires » et d'opérations très coûteuses pour obtenir sa libération.

Tous ces efforts ont été vains, et, après avoir été longuement torturé par ses ravisseurs et laissé sans soins médicaux, M. Buckley est mort à Beyrouth, vraisemblablement, on juin 1985. Précise le Post, le Djihaïd islamique avait annoncé le 4 octobre 1985 l'exécution de M. Buckley. Dans un communiqué publié au début de novembre, il affirmait qu'il possédait des confessions écrites et des enregistrements dans lesquels M. Buckley avait travaillé pour la CIA. Ces affirmations n'ont jamais été confirmées par les autorités américaines.

Pour assurer la sécurité de la population arabe

Le grand mufti de Jérusalem demande l'établissement d'une « force internationale »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Une force de maintien de la paix pour Jérusalem ? La demande en a été faite, à demi-mots, mardi 25 novembre, par le grand mufti, Cheikh Sa'd Alami, lors d'une conférence de presse dont les invités d'honneur étaient les huit consuls généraux occidentaux conduits par le représentant américain, M. Morris Drapper. Cheikh Sa'd Alami, soixante-quinze ans, président du Conseil islamique suprême, institution qui veille au respect des droits des musulmans et regroupe, toutes tendances confondues, d'influents personnalités palestiniennes de Jérusalem.

Dans son bureau situé sur l'esplanade de la mosquée Al Aqsa, troisième lieu saint de l'islam, le haut dignitaire a « supplié le monde de prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité de la population arabe » de Jérusalem. S'adressant aux diplomates, il poursuivait : « Je vous prie d'informer vos gouvernements que nous avons besoin des effets d'une force internationale pour nous protéger, nous et nos lieux saints. » Les « effets d'une force internationale » ? La phrase était pour le moins obscure. Le grand mufti ajoute d'ailleurs à la confusion en affirmant aussitôt : « Nous ne demandons pas l'envoi de troupes à Jérusalem. »

Une clarification s'imposait. Elle est venue de M. Faïçal Hussein,

membre du Conseil islamique et surtout influent personnage de Jérusalem proche de l'OLP. « En effet, précise-t-il, nous souhaitons qu'une force internationale, dépendant ou non de l'ONU, vienne ici pour une période de temps limitée. Mais à deux conditions. D'une part, cela ne devrait pas impliquer une internationalisation de la ville, formule à laquelle nous restons par principe hostiles. D'autre part, ce projet ne devrait pas servir de prétexte à perpétuer l'occupation israélienne. Au contraire, ce serait le prétexte à la mise en œuvre de notre droit à l'autodétermination. »

Les consuls généraux ont pris bonne note et transmettront. Quant au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, il n'a pas tardé à réagir. « Nous n'avons nul besoin, a-t-il déclaré, d'une institution internationale pour nous aider à trouver une solution à nos problèmes. » Reste à savoir pourquoi les milieux nationalistes ont avancé une proposition qui n'a pas la moindre chance d'être retenue par la communauté internationale. Selon l'hypothèse la plus probable, les sympathisants de l'OLP ont voulu exploiter la situation délicate où se trouve le gouvernement israélien au lendemain des manifestations anti-arabes de Jérusalem. En reprenant l'initiative, fût-ce sans grand réalisme, ils tentaient aussi de masquer le désarroi sensible dans leurs rangs depuis le début des troubles.

J.-P. L.

Asie

PHILIPPINES

Accord sur les principes d'un cessez-le-feu avec la guérilla communiste

Manille (AFP, Reuter). — Les négociateurs du gouvernement philippin et de la guérilla communiste devaient se rencontrer, ce mercredi 26 novembre, pour mettre au point un accord de cessez-le-feu dont les principes ont été définis au cours d'une session de huit heures de pourparlers mardi, ont indiqué les autorités de Manille. Selon le chef de la délégation gouvernementale, M. Ramon Mitra, l'accord pourrait être signé jeudi, et une trêve pourrait entrer en vigueur début décembre pour une durée inférieure à la période de cent jours proposée par les communistes, mais supérieure à celle de trente jours avancée par le gouvernement.

Les négociations avaient été suspendues par les représentants de

l'insurrection à la suite de l'assassinat, le 14 novembre, du responsable syndical Rolando Olalia et ont repris au surlendemain de l'éviction du ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, qui s'y opposait. La présidente Aquino a fixé au 30 novembre la date limite pour conclure une trêve.

Par ailleurs, le Fonds monétaire international s'est déclaré, mardi, satisfait que la situation politique se soit stabilisée aux Philippines avec le limogeage de M. Enrile et a fait part à Manille de son soutien dans ses pourparlers avec les banques créditrices du pays en vue d'un rééchelonnement de la dette extérieure. Les négociations, entreprises à New-York, sont suspendues depuis le 7 novembre.

CHOISIR - DECOUVRIR
REVER - SE DISTRAIRE
ACHETER - APPRENDRE

Inimitel
MAGAZINE

Le magazine qui vous change la vie

CHAQUE MOIS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La plus belle galerie de monstres qu'ait enfanté l'Histoire

Un seul de ces empereurs mourut naturellement. Les autres furent empoisonnés, étranglés ou « suicidés »... Ils étaient pourtant les maîtres du monde. Suetone nous raconte leurs « Vies », grandioses et misérables...

Offre exceptionnelle au « prix éditeur »

Les empereurs du crime et de la débauche

Suetone, archiviste sous Hadrien et fils d'un tribun militaire, est une sorte de Saint-Simon par la verve, le souci du détail et de l'anecdote piquante, l'exactitude de l'information toute gauchie soit-elle par les rancunes et les antipathies de l'auteur. Ses « Vies » qui furent un des best-sellers de notre Moyen Age et de notre Renaissance ont imprégné l'esprit de nos ancêtres qui le citent à tout bout de champ. La lecture de Suetone facilite donc, curieusement, la compréhension de notre passé.

* Cette offre particulièrement avantageuse est un aspect des relations amicales que Jean de Bonnot entretient traditionnellement avec ses lecteurs.



LES VIES DES 12 CÉSARS
par Caius Suetonius Tranquillus dit SUETONE
avec 109 précieuses illustrations du XVIII^e siècle

Pourtant ces biographies minutieuses n'ont rien d'édifiant. Nous sommes là devant la plus belle galerie de monstres qu'ait enfanté l'Histoire. A côté de Jules, Auguste, Vespasien et Titus qui n'étaient pourtant pas des saints, les autres apparaissent comme d'innombrables débauchés, meurtriers, tortionnaires sadiques, joueurs, ivrognes, invertis, incestueux, voleurs... tous les vices et tous les travers de l'humanité stigmatisent ces empereurs dont les aventures, évoquent irrésistiblement les trop fameuses « Cent vingt journées de Sodome » du marquis de Sade.

La différence, c'est que ces déments et ces pervers ne sont pas des personnages de fiction, ils ont réellement existé. Les

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm

Néron, les Caligula, les Vitellius, les Domitien sont, vous le savez, des monstres historiques.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée à un seul livre par lecteur)
à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « Les Vies des 12 Césars » de Suetone en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à la fin 22 carats.

Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 158,50F (+ 13,50F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Commune

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD
Une érudition étonnante servie par une plume des plus agréables. Une réhabilitation exemplaire.

Arnould de Liedekerke, Le Figaro Magazine.

728 p.
160F

FAYARD

Afrique

L'ouverture à Bangui du procès Bokassa

Grandeur et décrépitude d'Ubu empereur

ALGERIE : après les émeutes de Constantine et de Sétif

Des défenseurs des droits de l'homme déplorent les « brutalités policières »

ALGER
de notre correspondant

Près de trois semaines après les émeutes de Constantine et de Sétif, les services de sécurité continuent de mener l'enquête pour démasquer « les forces occultes qui ont manipulé les lycéens et les étudiants ». Ceux-ci ont été mis hors de cause par les autorités qui, suivant la promesse du ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Bréhi, ont relâché tous ceux qui avaient été appréhendés.

La responsabilité des intégristes ayant été plus ou moins exclue, a priori, par M. Sidi Salid, le préfet de Constantine, l'enquête semble se diriger vers des milieux d'obédience marxiste. Trois professeurs, MM. Mahmoud Betina, Johara Bencheikh et Aïcha Temime, ainsi qu'un avocat, M. Ali Kechide, ont en effet été arrêtés dans la nuit du 20 au 21 novembre, selon une source algérienne digne de foi qui nous a précisé que deux autres personnes, MM. Messaoud Boudraa et Zoubir Siougui, avaient également été arrêtés puis libérées le lendemain.

Par ailleurs, des « membres fondateurs de la Ligue algérienne des droits de l'homme » ont diffusé un communiqué dans lequel ils « déplorent que les forces de l'ordre aient cru devoir répondre aux manifestations par des brutalités policières et demandent que soient sanctionnés ceux qui ont pris la responsabilité de faire couler le sang algérien ». Les treize signataires regrettent égale-

ment que « des jeunes aient été jugés hâtivement et lourdement condamnés selon la procédure du flagrant délit et sans toutes les garanties de défense ».

La diffusion de ce texte confirme l'existence de deux lignes en Algérie. L'une présidée par M. Abdennour Ali-Yahia, l'autre par M. Omar Menouer, à laquelle appartiennent les signataires de ce communiqué. Initialement, une seule ligne devait voir le jour mais, à la suite de divergences de vues, les membres fondateurs se sont scindés en deux groupes qui ont chacun déposé des statuts pour agrément au ministère de l'intérieur. Celle de M. Ali-Yahia n'a obtenu pour toute réponse que la condamnation de la majorité des membres de son bureau par la Cour de sûreté de l'Etat, en décembre 1985, à des peines allant jusqu'à trois ans de prison ferme, tandis que la seconde se voyait demander par le ministère de l'intérieur de recueillir au préalable à tout agrément le visa du FLN, ce qu'elle s'est refusé à faire.

Le bureau de la Fédération internationale des droits de l'homme, réuni à Paris le 2 novembre 1985, avait donné un avis favorable d'affiliation à la ligue présidée par M. Ali-Yahia, recommandant toutefois « aux ligues algériennes militantes dans des organisations séparées de se rejoindre d'ici le congrès de 1986 de la FIDH dans une organisation unique dont la diversité sera le gage de l'indépendance ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Suite de la première page.)

Autant dire que ce retour de Sologne, comme une tentative pitoyable d'île d'Elbe à l'heure du laitier et des long-courriers de nuit, aura bien été un « cadeau empoisonné » pour le Centrafrique. Et pour la France. Et une tentative au moins aussi dérangeante que folle.

Quand, pourquoi est-il revenu ? Questions évidemment sans réponses autres que suggérées. Une sombre histoire de tentative de restauration à compte d'auteur, l'intervention de quelques demi-soldes de l'extrême droite agissant à titre et à profit personnels. A l'exemple de ces deux Français, salariés d'une entreprise métallurgique du Nord, arrivés à Bangui pour préparer le coup avec l'ingénuité des faiseurs d'empereurs amateurs. Ces deux entrepreneurs, progressifs salariés, étaient à tout le moins mal renseignés sur la réalité de la présence « technique » française à Bangui. Assignés à résidence dans la ville pendant un mois, ils l'ont vite appris.

Pour autant, cette version Pieds nickelés de l'affaire, même hypothétique, a sa vérité. Si le coup fut techniquement misérable, rien n'indique qu'il n'ait point été sans danger pour l'équilibre précaire des affaires entre le Centrafrique et la France. Rien ne garantit que Bokassa n'ait conservé — dans le parti des mécontents, dans les quartiers populaires, vers le fameux « kilomètre 5 », chaudron explosif — la popularité du « patron », du « chef », du « papa » revendu. Bien des gens, au contraire, disent à Bangui que, si l'affaire avait été sérieusement menée, elle aurait

pu faire du dégât. Ils le disent officieusement, mais ils le disent. Comme ils murmurent que certains responsables centrafricains ont très mal vécu l'aventure, y voyant — on ne prête qu'aux riches — une manœuvre de déstabilisation organisée avec l'aval des services français.

Ces malentendus dissipés, l'affaire au moins momentanément verrouillée, l'empereur Bokassa a été embastillé au camp de Roux. Reste à le juger. D'évidence, on se serait bien passé de cette délicate nécessité. Condamné à mort par

le tribunal de l'intérieur et de l'information, se sont mobilisés pour amoindrir le changement subit de lieu, non de programme. Fini le procès à grand spectacle, avec télévisions étrangères, photographes et, sur les gradins du stade, le public centrafricain venant voir le despote jouer un ultime match public ; pour reprendre une expression du ministre de l'information, la « justice spectacle ». Fini le « grand-guignol dans ce pays ».

Bref, plus de télévision, sauf à l'extérieur, plus de photographes, les

mouvement de col et espéré discret, après mûres réflexions.

Et peut-être n'était-on pas très loin, mardi soir, d'envisager un report du procès au soir de l'audience d'ouverture. Les cinq défenseurs de l'empereur, trois avocats centrafricains, M. Lambert Zokoua, Pysancaye Bolly, Mireille Botloot, deux avocats français, M. Francis Spinier et François Gibault, expriment une double intention : demander dans un premier temps le désaisissement du président de la cour criminelle, M. Eduard Frank ; solliciter ensuite, et surtout, un complément d'information devant un dossier d'instruction plus ou moins bancal. On dit que « pour une bonne administration de la justice », l'accusé, le procureur général, M. M'Bodou, ne s'opposera pas à cette seconde demande.

Bref, si la défense, pour des raisons qui sont les siennes, et dans la mesure où la majorité, de solliciter le renvoi, il se pourrait fort que le procès soit remis à une date ultérieure. Et que l'on fasse l'économie d'une inévitabile séance de grand-guignol. Même en petit comité.

Car, ce n'est pas simplement que l'acte de renvoi, six petites pages pour onze chefs d'accusation, un record de concision, l'accusé Bokassa n'était point trop fréquentable : assassinats. Complicité d'assassinats. Anthroponomie. Empoisonnements. Récit de cadavres. Divergences et séquestrations arbitraires. Violences et voies de fait. Coups et blessures volontaires sur enfants, ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Détournement de deniers publics, de biens meubles et immeubles de l'Etat. Atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Intelligences avec une puissance étrangère.

Faisons grâce des détails, du nombre des victimes, des carats et des milliards de francs CFA détournés. C'est inventaire vaut ce que valent les accusations. Jean-Bedel Bokassa est présumé innocent. Il c'est empêché. C'est à l'encontre d'un ancien chef d'Etat longtemps soutenu par la France que cette ordonnance de renvoi a été prise. Et c'est bien à une séance de grand-guignol, aujourd'hui ou demain, que nous sommes tous dûment invités.

PIERRE GEORGES.

Les chefs d'accusation ? Assassinats, anthroponomie, empoisonnements, coups et blessures volontaires sur enfants, détournement des deniers publics, atteinte à la sûreté de l'Etat, etc.

contumace en 1980, Jean-Bedel Bokassa ne gênait personne. Mais la folie de la tentative et les appuis, peut-être volontairement maladroits, de ces ferrailleurs pour l'amener à Bangui, conduisant aujourd'hui à une certitude : l'ex-empereur doit être jugé. Il sera jugé. On l'a promis. Mais son procès ne sera pas que le sien. Et Jean-Bedel Bokassa ne vient pas seul devant ses juges et devant l'histoire.

Voilà bien pourquoi, à Bangui, en quelques heures, mardi 25 novembre, le pouvoir judiciaire semble avoir fait machine en arrière toute dans l'organisation matérielle de l'affaire. Le procès de Jean-Bedel Bokassa, « alias Sallah, Hamed, Hadim, Bokassa », comme il est dit dans l'ordonnance de renvoi, devait avoir lieu à l'endroit même où le règne impérial commença.

On avait prévu, organisé, presque promis le retour à la case-départ. Couronné ici, jugé ici. Pour Bokassa ex-empereur, ex-marschal cassé aujourd'hui soldat de deuxième classe de l'armée centrafricaine, on avait choisi un tribunal à sa démesure. Cette salle des sports, palais des couronnements en 1977, palais des quatre vents en 1986, sexe de bunker cloaqueux, entre la sanisette géante et le refuge des voleurs, devait devenir, l'espace d'un procès, palais de justice. On s'y employait encore le mardi matin 25 novembre, dans une vaine tentative de nettoyage au désinfectant.

Fin
le « grand-guignol »

A TRAVERS LE MONDE

Haiti

L'aide française serait accrue

La commission mixte de coopération franco-haïtienne a entamé ses travaux, mardi 25 novembre à Paris, sous la présidence du ministre français de la coopération, M. Michel Aurillac, et du ministre haïtien de l'information, le colonel Gérard Abrahams. Les travaux de la commission, qui s'achèveront jeudi, portent sur la définition de l'enveloppe globale de la coopération et, plus précisément, sur les interventions de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) et du Fonds d'aide et de coopération (FAC) en Haïti dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'agriculture et des infrastructures, notamment industrielles.

Selon l'ambassade d'Haïti à Paris, le gouvernement français serait prêt à tripler pour les deux ans à venir l'aide publique à Haïti, dont le montant s'élevait à un total de 87 millions de francs pour 1985-1986. Cette réunion de la commission mixte fait suite à la session inaugurale qui avait eu lieu en Haïti au mois de juillet dernier. — (AFP.)

URSS

Plus de quarante morts dans une catastrophe ferroviaire

Moscou. — Quarante et une personnes au moins ont été tuées le 6 novembre lors de la collision de deux trains, dont l'un avait été grillé par un feu rouge en gare de Koristovka, en Ukraine. On a appris plus de quinze jours plus tard à Moscou auprès de la rédaction de Goudek (le Sifflet), le quotidien des cheminots soviétiques. Un membre de la rédaction a indiqué à l'AFP que le bilan immédiat de l'accident était de quarantaine et un mort et d'une trentaine de blessés, mais qu'il ignorait si d'autres passagers avaient succombé à leurs blessures depuis.

Le journal des cheminots, qui consacrait mardi 25 novembre un long reportage à cette collision, a qualifié de « très inquiétantes » les conditions de la sécurité pour les passagers des chemins de fer en URSS.

Un accident de chemin de fer à Souzdzorka (Sibérie), le 12 mars, avait fait une dizaine de morts. Les accidents sont de plus en plus fréquents, et de même que les passages au feu rouge », selon Goudek, qui dénonce « la négligence criminelle des équipes de conducteurs », ou encore « l'indifférence, l'inculte,

l'absence et le manque de vigilance » des cheminots. Selon le journal, le conducteur du train de passagers 635, qui assurait la liaison Krivoi Rog - Kiev, M. A. Galoutchenko, dormait au moment de l'accident à Koristovka. — (AFP.)

[La catastrophe de Koristovka n'avait été jusqu'ici mentionnée que de manière allusive, sans précision sur le nombre des victimes.]

Turquie

La peine de mort est requise contre des membres du groupe Abou Nidal

Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat a requis mardi 25 novembre la peine de mort contre six des neuf personnes inculpées pour l'assassinat, le 24 juillet 1985, à Ankara, du premier secrétaire de l'ambassade de Jordanie, Zaid Sati. La plupart des accusés appartiennent au groupe d'Abou Nidal, dont le procureur a rappelé la responsabilité présumée dans l'attentat contre la synagogue de Neve Shalom à Istanbul le 6 septembre 1986. L'accusation a directement visé en cause la Syrie dans le meurtre du diplomate jordanien, ainsi que dans divers projets terroristes contre la Turquie. La peine de mort a été requise contre le deuxième secrétaire de l'ambassade de Syrie Mohammed Darwich Baladi, celui-ci a quitté le pays la semaine dernière. — (Corresp.)

CHOISIR - DECOUVRIR
REVER - SE DISTRAIRE
ACHETER - APPRENDRE

minitel

Le magazine qui vous change la vie

CHAQUE MOIS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

JEUDI 27 NOVEMBRE
19 H 20

ITZHAK SHAMIR

PREMIER MINISTRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL
est l'invité d'un

"FACE AU PUBLIC" EXCEPTIONNEL

Une émission animée par Gilbert DENOYAN

France inter
pour ceux qui ont quelque chose entre les oreilles.

مكتبة الأهرام

La discussion budgétaire au Sénat

Agriculture : un vote sans enthousiasme

Le Sénat a poursuivi lundi 24 et mardi 25 novembre l'examen de la deuxième partie de la loi de finances pour 1987. Le budget de l'agriculture a été adopté, non sans que les sénateurs de la majorité - notamment ceux du Grand Ouest - aient manifesté une certaine grogne contre les

quotas laitiers. Par ailleurs, les sénateurs ont également adopté les budgets du commerce, de l'artisanat et des services, du Plan, des services du premier ministre. Ils ont examiné celui de la recherche.

Comme à l'Assemblée nationale (le monde du 1^{er} novembre), l'examen du budget de M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a fait lever mardi au vent de fronde contre les pénalités induites par les quotas laitiers. A l'Assemblée, les députés avaient obtenu une rallonge de 25 millions de francs (100 millions en tout) pour les producteurs laitiers en difficulté. Les sénateurs ont décroché, quant à eux, une enveloppe supplémentaire de 200 millions de francs : 100 millions attribués en discussion de la première partie du budget (provisions fiscales sur les investissements), et 100 millions en seconde partie pour les producteurs de lait et de viande.

« Votre budget frileux est en trompe-l'œil et purement électoraliste », a affirmé pour sa part M. Fernand Tardy (PS, Alpes-de-Haute-Provence) tandis que M. Gérard Delfan (PS, Hérault) s'étonnait de voir la majorité voter le budget après avoir « égrené la litane de ses critiques ». Par ailleurs, sur décision de Matignon, 50 millions de francs supplémentaires (les députés avaient obtenu 24 millions) ont été débloqués pour l'enseignement privé agricole afin de permettre la prise en charge à 100 % des charges salariales des maisons familiales et le versement de la subvention de fonctionnement à tous les établissements d'enseignement agricole à temps plein.

Plusieurs sénateurs sont intervenus pour demander à M. Guillaume de débloquer ces crédits le plus rapidement possible, « pour éviter de décevoir les intéressés », a insisté M. Roland du Luart (RI, Sarthe), M. Marcel Daunay (UC, Ille-et-Vilaine) a souhaité pour sa part que la répartition ait lieu dès le mois de janvier 1987. « La politique des quotas (...) aboutit à un encadrement néfaste, aveugle des réalités agricoles », a affirmé M. Guillaume, en en faisant porter la responsabilité sur les gouvernements de gauche. Le ministre a rappelé que 400 millions de francs ont été dégagés pour l'incitation au départ des agriculteurs âgés, afin de redistribuer leurs quotas aux jeunes agriculteurs.

« Commerce, artisanat, et services... » C'est dans ces trois secteurs que se gagnera ou non la bataille de l'emploi », a affirmé le ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Pour sa part, M. René Bailly (UC-Mayenne) a insisté sur la capacité créatrice d'emplois des entreprises individuelles. Le rapporteur spécial de la commission des finances a rappelé qu'une étude du ministère des affaires sociales avait montré que les entreprises artisanales avaient mieux résisté à la crise (sauf bâtiment et ameublement).

Pour le reste, les sénateurs de la majorité ont approuvé, en traitant un peu les pieds, les crédits du M. Guillaume, M. Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances, s'est déclaré inquiet des « glissements » vers un désengagement de l'Etat. De même, il a jugé bica « timides » les efforts consentis pour faire évoluer les structures de production.

« Services du premier ministre, fonction publique... » S'agissant des effectifs de la fonction publique, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique a expliqué que le gouvernement entendait réduire les effectifs là où il y avait sureffectif et les augmenter dans les secteurs où le besoin s'en faisait sentir (sécurité, justice, etc.). : bilan 20 000 départs ; à la retraite, 7 000 créations de postes.

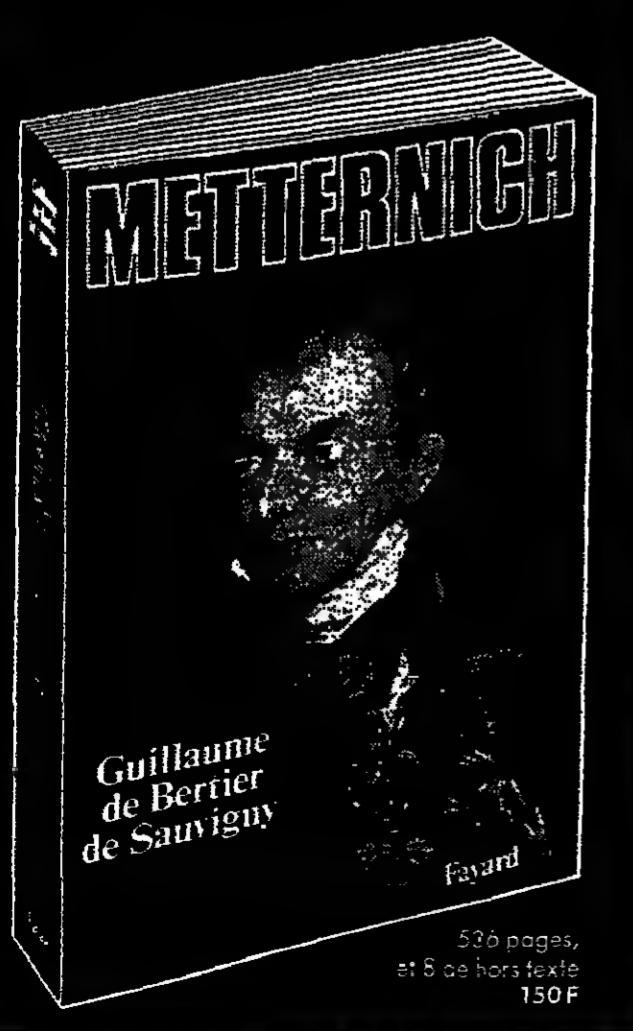
Des propos que n'a pas démentis M. Michel Sordet (RI, Côte-d'Or), même si le rapporteur pour avis a fait porter la responsabilité de la mauvaise situation de l'agriculture française sur la politique agricole commune. M. Guillaume a répondu qu'il entendait pallier les incertitudes des règlements communautaires par une meilleure organisation des productions et des marchés.

« Plan et économie sociale... » Pour M. de Charette, le Plan a cessé de jouer son rôle. Le Plan est mort, a-t-il dit en substance. Pour le ministre, l'Etat doit éclaircir les stratégies des agents économiques sans pour autant les définir ou les encadrer. Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Gérard Delfan (PS, Hérault), n'a pas contesté le bien-fondé d'une révision de la planification, « mais... »-il souligné, « je demeure convaincu de la nécessité d'une planification qui associe prévision, détermination d'une straté-

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

L'ouvrage de Guillaume de Bertier de Sauvigny, historien considérable... est, quant au fond et quant au ton, une réussite complète.

Laurent Theis, Le Point



526 pages, et 8 de hors-texte
150F

glie et choix des orientations, ces derniers débouchant sur des engagements budgétaires.

« Recherche... » Le budget de la recherche (le Monde du 8 novembre) présenté par M. Alain Devaquet, ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, met l'accent sur la recherche fondamentale sans pour autant, a affirmé le ministre, pénaliser la recherche industrielle. M. Pierre Crozes (RI, Français établis hors de France) s'est félicité d'un budget qui cherche à faire sortir la recherche « de son ghetto » en la diffusant à la fois dans les entreprises, et dans les secteurs qui formeront les chercheurs de demain. M. Daniloff Bidard-Reydet (PC, Seine-Saint-Denis) a protesté contre la diminution du nombre des ingénieurs-techniciens et administratifs (suppression de 532 postes).

Par ailleurs, un amendement déposé par M. Pierre Laffitte (GD, Alpes-Maritimes) a été adopté contre l'avis de M. Devaquet. Cet amendement prévoit des incitations fiscales favorables aux sociétés innovantes. Cet amendement a été gagé par une taxe additionnelle sur les vidéocassettes pornographiques ou à caractère violent.

P.S.

M. Giscard d'Estaing rencontre M. Mitterrand, puis M^{me} Thatcher

Pour la quatrième fois depuis son élection à la présidence de la République, M. François Mitterrand devrait rencontrer son prédécesseur à l'Élysée. L'entretien, fixé au jeudi 27 novembre, a lieu, précise le secrétariat de M. Valéry Giscard d'Estaing, à la demande de l'ancien chef de l'Etat, et ce avant le Conseil européen de Londres des 5 et 6 décembre prochains.

M. Giscard d'Estaing, qui doit également être reçu par le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, le 3 décembre, a eu trois occasions récentes de rappeler son attachement à l'union européenne : dans un article publié dans le Monde du 8 novembre, à la tribune de l'Assemblée nationale lors de l'examen de l'Acte unique européen, le 20 novembre, et devant les clubs Perspectives et réalités deux jours plus tard.

André Segalat est mort

André Segalat, ancien membre du Conseil constitutionnel, ancien secrétaire général du gouvernement, est mort, le lundi 24 novembre, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.

[Né le 10 août 1910, à Paris, André Segalat devint en 1937 auditeur au Conseil d'Etat, après des études de droit et l'obtention du diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques.]

Il est alors nommé président du conseil d'administration de la SNCF (en remplacement de Louis Armand, devenu président de l'Euratom). Là encore, alors que le mandat de ses cinq prédécesseurs n'avait jamais dépassé six ans, il restera dix-sept ans (jusqu'en septembre 1975) à la tête de la SNCF. En 1960, il a été nommé conseiller d'Etat hors cadre.

M. K.

MONDES EN DEVENIR

LE DROIT INTERNATIONAL DANS UN MONDE DIVISÉ

Antonio CASSESE

13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F

Editions BERGER-LEVRULT

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES MINCE OU FORT

John Rapal

Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE : 40, Av. de la REPUBLIQUE 75011 PARIS

Tél. : 43.55.66.88

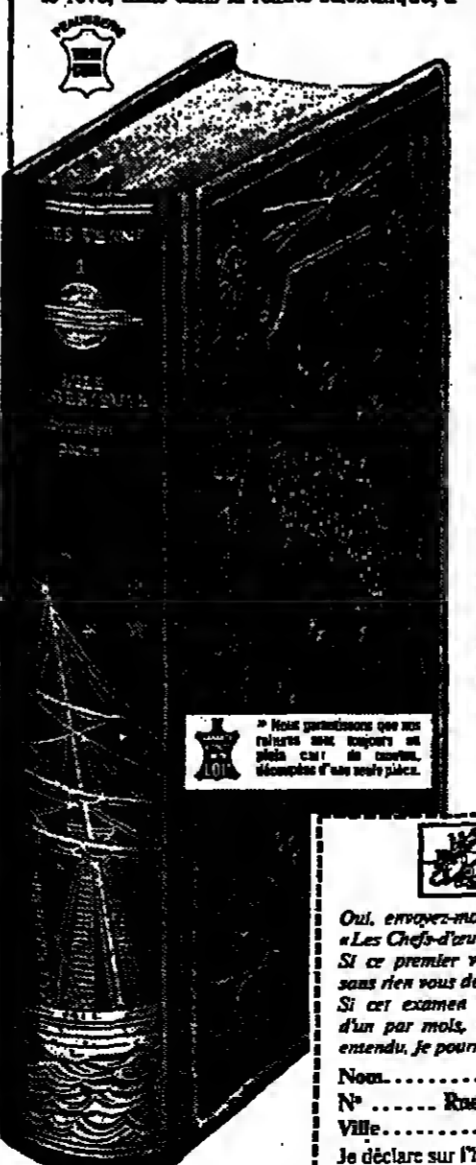
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h

Métro Pomme-Paris Parking gratuit

Pour la première fois, les chefs-d'œuvre de Jules Verne

Jules Verne

en édition de bibliophiles, reliée plein cuir, décor argent et or véritable.



« Le plus grand des visionnaires » entre en bibliophilie.

Il a fallu cent ans pour que Jules Verne soit habillé de cuir, d'or et d'argent comme il le mérite. Il a fallu cent ans pour que le prodigieux auteur de *L'île Mystérieuse* et de *Vingt Mille Lieues sous les Mers* échappe à la traditionnelle livrée des prix d'honneur et d'excellence pour enfants sages. Et pourtant, nous nous apercevons seulement aujourd'hui, après avoir conquis les profondeurs de la mer et l'infini de l'espace, que Jules Verne, comme avant lui Léonard de Vinci, a été dans l'utopie et dans le rêve, mais dans la réalité scientifique, à tel point qu'on pourrait presque se demander si notre époque n'est pas sortie tout armée de l'imagination de l'écrivain.

Il a suscité tant de vocations dans le monde que tous les scientifiques, tous les découvreurs ont dû en quelque chose. « Depuis vingt ans, les peuples qui marchent ne font plus que du Jules Verne », déclare un jour le maréchal Lyautey. Le grand explorateur polaire, Jean-Baptiste Charcot dira : « J'ai toujours eu un culte pour son œuvre. » Enfin dépoüillé du clinquant naïf de leur lecture habituelle, imprimés avec soin sur un beau papier chiffré, les textes de Jules Verne prennent une densité, une vigueur et une poésie qui échappaient aux lecteurs intéressés par les seules péripéties de l'action.

J'aimerais vous faire redécouvrir Jules Verne avec un œil nouveau.

Le fait d'éditer Jules Verne comme il le mérite et, pour la première fois au monde, avec les soins et l'appareil éditorial réservés au livre d'art, produit une espèce de miracle. Ses chefs-d'œuvre prennent une autre dimension dans ce nouvel habit plein cuir, doux au toucher, qu'animé discrètement l'éclat de l'argent et de l'or véritable. Les matériaux précieux et le savoir-faire du compagnon, par une subtile alchimie, font découvrir des beautés insoupçonnées. Rassurez-vous, le fait de lire Jules Verne dans une édition d'art ne dissipera pas vos impressions d'enfance, bien au contraire. Je l'ai déjà dit tout à l'heure, l'auteur des « Voyages Extraordinaires » sort transfiguré et enrichi d'être enfin édité comme il le mérite.

Pour la première fois mes reliures plein cuir de mouton bleu nuit, d'une seule pièce, seront décorées de fers rehausés par de l'argent et de l'or véritable.

L'or évoque le soleil ardent des tropiques, l'argent les glaces et les constellations des ciels arctiques. C'est le monde de Jules Verne. Cette édition « or et argent » est d'une beauté surprenante. Le papier est toujours mon vergé chiffré marqué par mon filigrane « aux canons ». Chaque page est ornée d'un bandeau et mille autres détails montrent que rien n'a été laissé au hasard. Les illustrations, que Hetzel, éditeur et ami de Jules Verne, a fait dessiner et graver, sont fidèlement restituées et apparaissent dans tout leur éclat, car nous les reproduisons par photogravure directe sur l'estampe originale.

Afin que vous puissiez vous rendre compte, par vous-même, je vous prête avec plaisir le tome premier de cette prestigieuse collection. Ce tome de plus de 500 pages est un des chefs-d'œuvre de Jules Verne : *L'île Mystérieuse* (première partie). Si vous le désirez, je vous le prête pendant 10 jours afin que vous puissiez l'examiner en toute tranquillité.

S'il ne vous convient pas, n'hésitez pas à me le renvoyer, dans son emballage d'origine. Par contre, si vous aimez, gardez-le : vous n'aurez à me régler que 169,50 francs (+ 13,10 francs de frais de port). Les 19 autres tomes vous seront alors automatiquement adressés, au même prix, à la cadence d'un par mois, mais rien ne vous engage à acheter la collection entière.

Pour vous démontrer la confiance que j'ai en mes livres, je me déclare prêt à vous racheter cette collection, au même prix et à n'importe quel moment, si, un jour, vous souhaitez vous en séparer. Votre bien dévoué.

Jean de Bonnot

CADEAU

Gravure réalisée pour le 150^e anniversaire de la naissance de Jules Verne

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin de réservation dans la semaine recevront, avec le premier tome, une gravure originale représentant Jules Verne. Cette estampe, de 14 x 21 cm, est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par Julie Dupras, artiste-graveuse.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de cette prestigieuse édition de bibliophiles : « Les Chefs-d'œuvre » de Jules Verne avec les illustrations de Hetzel, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume déçoit mon attente, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les 10 jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure originale que vous m'offrez. Si cet examen me convainc, je garderai ce volume et recevrai les 19 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions spéciales, soit 169,50F (+ 13,10F de participation aux frais de port). Bien entendu, je pourrai à tout moment interrompre l'achat de cette collection.

Nom :

N°

Rue

Ville

Code Postal

Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

هاتفنا من الأمل

DECROCHEZ L'AMÉRIQUE



Le fil du téléphone vous aide à resserrer les liens avec vos partenaires outre-Atlantique. Le téléphone, c'est la ligne la plus directe

entre hommes d'affaires, et businessmen. Appelez l'Amérique ! C'est facile, grâce à la coopération entre les Télécoms et AT&T,

leaders mondiaux des Télécommunications. Appelez l'Amérique et faites plus souvent votre numéro aux Américains.



Politique

Le gouvernement cherche à désamorcer le mécontentement des étudiants et des lycéens

Le gouvernement et sa majorité ont été surpris par la manifestation de la FEN pour l'école publique, le dimanche 23 novembre, et par la mobilisation des étudiants et des lycéens contre le projet de loi de M. Alain Devaquet.

modérés, et les diplômes nationaux sont maintenus. Dans ces conditions, la discussion du texte à l'Assemblée doit se dérouler normalement, afin de montrer aux étudiants que leurs craintes sont sans objet.

Des regrets, à ce sujet, se sont exprimés autant au RPR qu'à l'UDF, mais celle-ci craint en outre que la querelle universitaire ne vienne gêner la politique menée par le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory.

familles qu'il faut prendre en considération. M. Chirac n'envisageait pas d'intervenir lui-même sur cette question avant son passage à la télévision, dimanche soir 30 novembre, à l'occasion de l'émission « Questions à domicile ».

Sous la pression d'une partie de la majorité et du Front national Le dossier du remboursement de l'IVG est rouvert

Le remboursement de l'interception volontaire de grossesse par la Sécurité sociale va-t-il être supprimé dans les prochains mois ? C'est possible, voire probable, même si la décision définitive n'est pas encore prise.

tures à celles de dix-neuf membres du RPR, dont M. Hector Roland, Pierre de Bénouville et Jacques Hérant, et à celle de quinze élus de l'UDF, dont de nombreux proches de M. Raymond Barre, comme M. Christine Boutin, MM. Charles Millon et Pascal Clément, pour déposer une proposition de loi qui non seulement supprime le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, mais interdit aux mutuelles et assurances de le prendre en charge.

1984-1986 : liberté, égalité

L'enquête de la SOFRES pour le Point consacré aux « références idéologiques des Français » est pourtant on ne peut plus éclairé : si le libéralisme est approuvé dans l'ordre de l'économie, c'est le « socialisme » qui l'emporte nettement au plan politique.

Le vote à droite ne signifiait donc pas, volonté, pour une majorité, de retour en arrière. Or, en matière universitaire - c'est M. René Hémont qui l'assure - la réforme Devaquet n'est ni plus ni moins un « retour à l'avant-88 » (3).

Communication

Le financement des nouveaux médias

Les « trous » du câble et du satellite

Le dernier collectif budgétaire risque de réserver de mauvaises surprises pour les nouveaux médias. Les ultimes arbitrages, faits il y a une dizaine de jours à Matignon, provoquent déjà de sérieux remous autour du financement du satellite TDF 1 et du câblage des villes françaises.

daient dangereusement les enveloppes disponibles. Soit un trou de 800 millions pour cette année, et d'au moins 1,3 milliard de francs pour 1987.

Côté câble, c'est le ministre des PTT, M. Gérard Longuet, furieux de voir le collectif budgétaire réduire de trois milliards de francs sur la caisse des télécommunications, qui tire la sonnette d'alarme.

Reste la carte postale. « Parmi les cinquante-dix villes candidates au câble, il y a un nombre d'élus présents dans l'une des deux chambres, commente-t-on au cabinet de M. Longuet. On peut espérer qu'ils permettront à la DGT de garder les financements budgétaires suffisants pour faire face à ses engagements ».

Dans son rapport sur les missions de l'audiovisuel public M. Jullian plaide pour l'indépendance et l'égalité avec le privé

Quand M. Marcel Jullian est chargé, en juin, par M. François Létard de réfléchir sur les missions de l'audiovisuel public, tout est encore à bâtir.

SFF (Société française de production) pour toutes les obligations de commandes ; égalité enfin dans l'acquisition des droits d'auteur et, dans un moindre mesure, pour les dispositions spéciales adoptées en période électorale.

Advertisement for Emerich Meerson watches. Text: 'Pour une élite active et raffinée', 'EMERICH MEERSON PARIS', '11, rue Tronchet 75008 Paris tél. 42.65.80.13'.

Text advertisement for PCF: 'Colloque du PCF sur la protection sociale. Il y a urgence à défendre la protection sociale face à une offensive dont l'ampleur s'apparente à celle des ordonnances de 1967'.

Text advertisement for Isth: 'De l'Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines pour vous aider à réussir à l'examen du CFFA'.

Text advertisement for P.-A. G.: 'De nombreux intervenants ont dénoncé les projets gouvernementaux concernant la Sécurité sociale'.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

Musées

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

4 janvier; MANUEL ALVAREZ BRAVO. Photographies 1920-1986; LES PHOTOS QUI FAUSSENT L'HISTOIRE. Jusqu'au 12 janvier. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée: 15 F.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOULY (42-24-07-02). Jusqu'au 28 décembre. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 28 décembre.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-26). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyens des repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

Table with columns for restaurant names, addresses, phone numbers, and descriptions of their offerings. Includes sections for RIVE DROITE and RIVE GAUCHE.

SOUPEURS APRES MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES » 12, place de Clichy - 48-74-49-64. Accueil jusqu'à 1 h du matin.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MEME LE JOUR

Table listing restaurants open late at night, including 'AU PIED DE COCHON', 'LE GRAND CAFE CAPUCINES', and 'LA MAISON D'ALSACE'.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES JOUETS DES ENFANTS DU GRAND NORD. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES JOUETS DES ENFANTS DU GRAND NORD. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES JOUETS DES ENFANTS DU GRAND NORD. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES JOUETS DES ENFANTS DU GRAND NORD. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES JOUETS DES ENFANTS DU GRAND NORD. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES JOUETS DES ENFANTS DU GRAND NORD. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

Galerias

MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 20 décembre.

Galerias

MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 20 décembre.

Galerias

MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon (42-66-60-33). Jusqu'au 20 décembre.

AIR HAVAS LES PRIX BAS QUI VOUS DONNENT DES AILES. NEW YORK à partir de 2200F, MARRAKECH à partir de 1290F, LE CAIRE à partir de 2660F, MEXICO à partir de 4825F.

THEATRE SPECTACLE NOUVEAUX

PA des Sair 14 que 14 (M) tag met mic dev (M) 101 de 19 DI ap ga ra E et re pi le r' m ur el 1 D de le B n d n d C L Y A C I I

مكتبة الزهر

مكتبة النور

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde • Vendredi 28 novembre 1988 15

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses. LE CYCLOPE, Gémier (47-27-81-15), 20 h 30 (27). LES CHIMÉNES, Athénien (43-55-25-40), 20 h 30 (28). VOYAGE EN CHINE INTÉRIEURE, TEP (43-64-80-80), 20 h 30 (2).

Champagne - La Tempête (43-28-36-36) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : Des avengins, dern. le 30 (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h 30 : la Pénitence - Grand-Hôtel. CHATEAU ROUGE (42-52-44-94) les 27, 28, 29 à 20 h 30 : Un dieu en l'attend qui crée sa fable de Prométhée.

MADELEINE (42-65-07-09) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Pénélope. DEUX sur la balustrade. MARRAIS (42-78-05-53) (D.), 20 h 30 : le Comédien sans titre.

THEATRE NOIR (43-46-91-93) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Pénélope. THEATRE DE L'OMÈRE QUI BOULE (48-74-30-11) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : l'Égarement de l'Inferno.

BOURG-LA-REINE, Compagnie musicale (46-63-76-95), le 28 à 21 h 30 : C. Andriani (Brno, Stravinsk.). LE VÉSINET, CAL (39-76-32-75), le 28 à 21 h : A. Rostain/M. Bousquet (Schumann, Beethoven).

Conservatoire, le 28 à 18 h : G. et C. Andriani (Brno, Stravinsk.). LE VÉSINET, CAL (39-76-32-75), le 28 à 21 h : A. Rostain/M. Bousquet (Schumann, Beethoven).

LES SALLES SUBVENTIONNÉES

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses. OPÉRA (47-42-57-50). Répétitions jusqu'au 4 décembre. OPÉRA (47-42-57-50). Répétitions jusqu'au 4 décembre.

ESCALIER D'OR (42-74-22-77) (D., L.), 18 h 30 : Héroïde de la succession (Dim. soir, L.), 20 h 45, dim. 14 h 30 : le Mariage des maris de l'été.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81) (S. soir, D. soir, L.), 20 h 30, dim. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Amour-général.

THEATRE DES BOUFFES DU NORD (D. soir, L.), 20 h 30 : les Petits Pouces (D. soir, L.), 20 h 30.

LES LILLES, Compagnie musicale (46-63-76-95), le 28 à 21 h 30 : C. Andriani (Brno, Stravinsk.).

LES LILLES, Compagnie musicale (46-63-76-95), le 28 à 21 h 30 : C. Andriani (Brno, Stravinsk.).

Bal du Moulin Rouge. 20 h. Dîner dansant Champagne et Revue 485 F. 22 h et 0 h Champagne et Revue 330 F. PRIX NETS SERVICE COMPRIS. femmes, femmes, femmes...

En région parisienne. ANTONY, Eglise Saint-Marcus, le 29 à 20 h 45 : G. Kasin/D. Lemaire (Liszt).

Festival d'automne. THEATRE DES BOUFFES DU NORD (D. soir, L.), 20 h 30 : les Petits Pouces (D. soir, L.), 20 h 30.

LES LILLES, Compagnie musicale (46-63-76-95), le 28 à 21 h 30 : C. Andriani (Brno, Stravinsk.).

LES AUTRES SALLES. AMANDEURS DE PARIS (43-66-43-17), 20 h 30 : le Banquet (dern. le 29).

POWER LES COULISSES DU POUVOIR. VO: MARGNAN CONCORDE PATHÉ - GEORGE-V - SAINT-GERMAIN VILLAGE - FORUM HORIZON - PARNASSIENS. VF: IMPÉRIAL PATHÉ - CLICHY PATHÉ - FAUVETTE - MONTPARNAISSE PATHÉ - Cyrano VERSAILLES - C2L SAINT-GERMAIN - Gamma ARGENTEUIL.

LES AUTRES SALLES. AMANDEURS DE PARIS (43-66-43-17), 20 h 30 : le Banquet (dern. le 29).

LES AUTRES SALLES. AMANDEURS DE PARIS (43-66-43-17), 20 h 30 : le Banquet (dern. le 29).

Vertical text on the right edge of the page.

مكتبة التمثيل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films...

Mercredi 26 novembre

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
20.35 Série noire : La Saison du pré-à-saigner.
22.00 Documentaire : Devine qui ne vient pas dîner.
22.55 Documentaire : Impressions d'Orsay.
23.10 Journal.
23.25 Magazine : Premier plan.

Jeudi 27 novembre

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
13.50 Foulleton : Dallas (rediff.).
14.40 Ravi de vous voir.
15.25 Quarté à Vincennes.
15.35 Ravi de vous voir (suite).
15.45 Foulleton : Omar Pacha (rediff.).

Informations « services »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 26 novembre 1986 : UN DÉCRET N° 86-1204 du 21 novembre 1986...

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4365
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

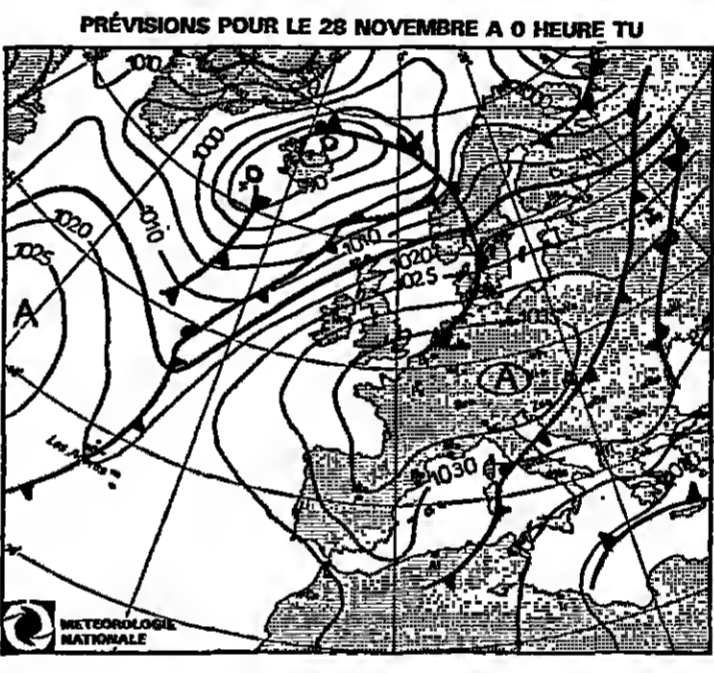
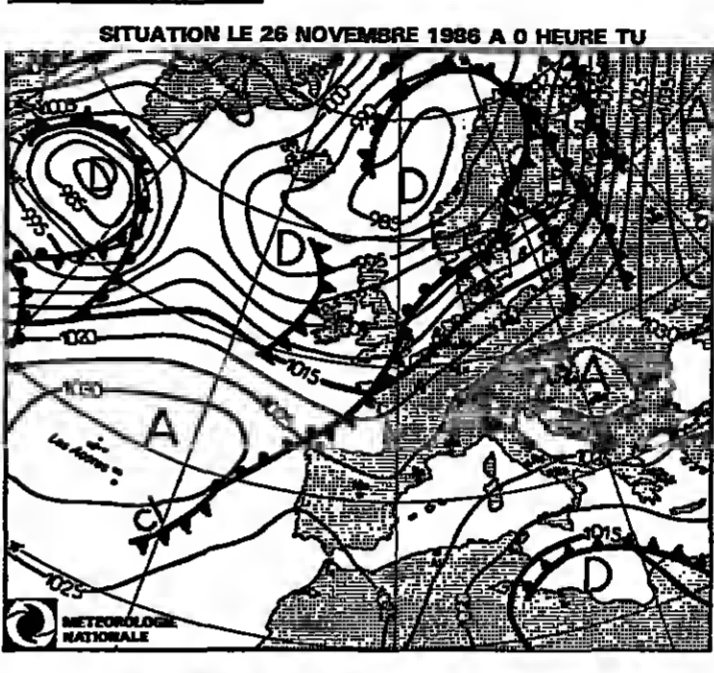
HORIZONTALEMENT
I. Queue de colonne. Grand fleuve. - II. Faire partie des proches. - III. Peut se mettre en pièces. Un « cheveu » ou la barbe. - IV. Devoir d'étude. Symbole. - V. Sont plats mais toujours très goûtés. - VI. Héros de nature. An doigt de la minidette. - VII. Supports de bâtiments en construction. Consommation coordonnée. - VIII. Est innocent ou n'a pas été acquitté. - IX. Coule en Alsace. - X. Langue passée. Symbole. Sur-nommé. - XI. Autre d'un lion. Première en titre.

VERTICALEMENT
I. Vieille mule. Philosophe français contemporain. - 2. Une véritable mère poule. - 3. L'inverse. - 4. Participe. Homme des bois. - 5. Des plus communs. Belle cruche. - 6. Ont parfois un caractère de chien. Passé des plus heureux. - 7. Notes d'hôtel. Sur lequel on a mis le grappin. - 8. Peut boucher un creux ou se à boucher un trou. - 9. Note. Esprit fort. - 9. Est fugace. L'une des règles de l'architecture.

Solution du problème n° 4364
Horizontalement
I. Entouner. - II. Doigté. Oo. - III. EL V.O. PH. - IV. Fin. Salés. - V. Renicé. - VI. On. Soluté. - VII. Inespérés. - VIII. Sérir. T.P. - IX. Os. Gd. - X. Endémie. - XI. Rues. Eruc.

● JOURNÉE D'ÉTUDES : Vietnam An 40. - Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) organise le 27 novembre une journée d'études sur le thème « Vietnam an 40 : un bilan de quatre décennies ».

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 26 novembre à 0 heure et le jeudi 27 novembre à 24 heures. Après le passage d'un front froid, peu actif, s'établiront des conditions anticycloniques.

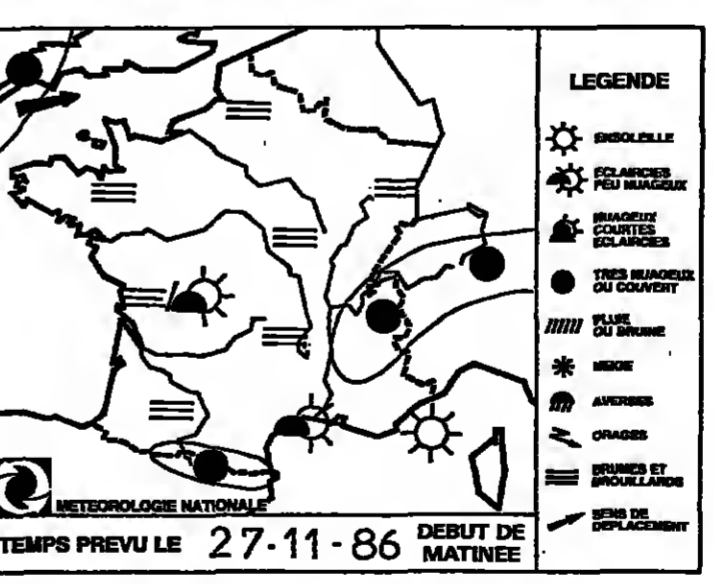


Table with columns for locations (FRANCE, ÉTRANGER) and weather conditions (A, B, C, D, N, O, P, T, *).

Vertical text on the right margin: sté t a 4 à ent pas tre sde es- i et ne, de nes ion JX, 'un co- x), ion ans uni- nge itre les si, de is se nigt, uve- illes anti- l'en, les cul- niv les et une ras- qui infi- du nité rné, sité son sur uzes

هكنا من الازهر

Quelques vérités par les "arracheurs de dents"

1^{re} vérité : La bouche et les dents sont très importantes pour la santé physique et psychologique. Les dents sont, avec les cellules nerveuses, les seuls éléments du corps humain qui ne se régèrent pas. La disparition d'une dent est sans rémission. Des dents détériorées peuvent être à l'origine de maladies broncho-pulmonaires, digestives, cardiaques, rénales, etc.

2^e vérité : Aller chez le dentiste, "ça ne fait plus mal"; les progrès thérapeutiques, anesthésiques et techniques sont tels qu'objectivement le cabinet dentaire est un lieu où l'on ne souffre pratiquement plus, même si une antique appréhension persiste.

3^e vérité : Les soins dentaires en France ne sont pas aussi onéreux qu'on le dit: ils représentent 622 francs par an et par personne, soit environ 5 fois moins que le paquet de cigarettes quotidien du fumeur. Leur coût social ne représente que 4 % du budget de l'assurance maladie, alors qu'il s'élève par exemple en Allemagne à 14,3 %.

4^e vérité : Les soins dentaires ne peuvent pas attendre. Une dent malade ne se guérit jamais seule. La plupart des dents soignées à temps peuvent être sauvées. Soignées trop tard, elles feront plus mal et rendront souvent obligatoire la pose d'une couronne. Une dent soignée à temps coûte, en moyenne, 10 fois moins que la prothèse la plus simple.

5^e vérité : La carie n'est plus inéluctable. On sait aujourd'hui avec certitude que la carie est une maladie, due à des facteurs multiples, dont la plaque dentaire et qu'une bonne prophylaxie à base de fluor et un brossage de dents adapté peuvent souvent l'éviter. Nos enfants ne devraient pratiquement plus connaître la carie.

6^e vérité : La prothèse n'est plus une fatalité. Outre la carie, c'est l'atteinte des gencives qui, surtout chez l'adulte, entraîne la perte des dents. Seule la négligence et une mauvaise hygiène dentaire conduisent à l'édentation. Si les Français consultaient leur chirurgien-dentiste plus souvent, la prothèse deviendrait l'exception.

7^e vérité : Contrairement à une idée reçue, les chirurgiens-dentistes ne sont pas seulement des techniciens adroits de leurs mains. L'évolution de la profession s'est orientée vers une médecine dentaire; la formation des praticiens est au niveau de celle des études médicales, la sélection - identique - y est aussi rude; en raison de la rapide évolution scientifique et technologique, les chirurgiens-dentistes se recyclent régulièrement.

8^e vérité : La France est parmi les meilleures nations du monde dans le domaine de la santé dentaire; elle le doit largement à l'organisation libérale et responsabilisée de la profession, se conciliant bien avec l'esprit de solidarité de la Sécurité Sociale. Avoir la liberté de choisir son chirurgien-dentiste est, pour le patient, un avantage irremplaçable et, pour la collectivité, une garantie de moindre coût global.

9^e vérité : Le remboursement insuffisant des soins dentaires et prothétiques a été une mauvaise pédagogie pour le public: comment comprendre l'importance primordiale des dents si leur traitement est mal remboursé? Il faut espérer un rapide changement d'attitude dans ce domaine.

10^e vérité : Après avoir gagné bien des batailles, effectué de grands progrès scientifiques et techniques, la priorité aujourd'hui, c'est la prévention. Il faut que les Français adoptent une attitude préventive, qu'ils s'habituent à aller plus naturellement et plus souvent voir leur praticien. L'enjeu, c'est la santé dentaire de demain.

adf

ASSOCIATION DENTAIRE FRANÇAISE

esté
et a
et à
lent
ges,
stre
nde
les-
s et
ent,
ale-
mes
Von
Aix,
l'ann
fes-
de),
tion
iens
uni-
gues-
ange
entre
les
: si,
t de
as se
loigt.
noue-
elles
nani-
d'en
s, les
sout-
suivi
les

e et
i uno
ras-
t qui
diffé-
s de
raité
urné,
rité
: son
pour
uner

r.

PHILIPES

1986

des
Sai
141
que
14
OM
mag
m
der
(M
101
dés

J

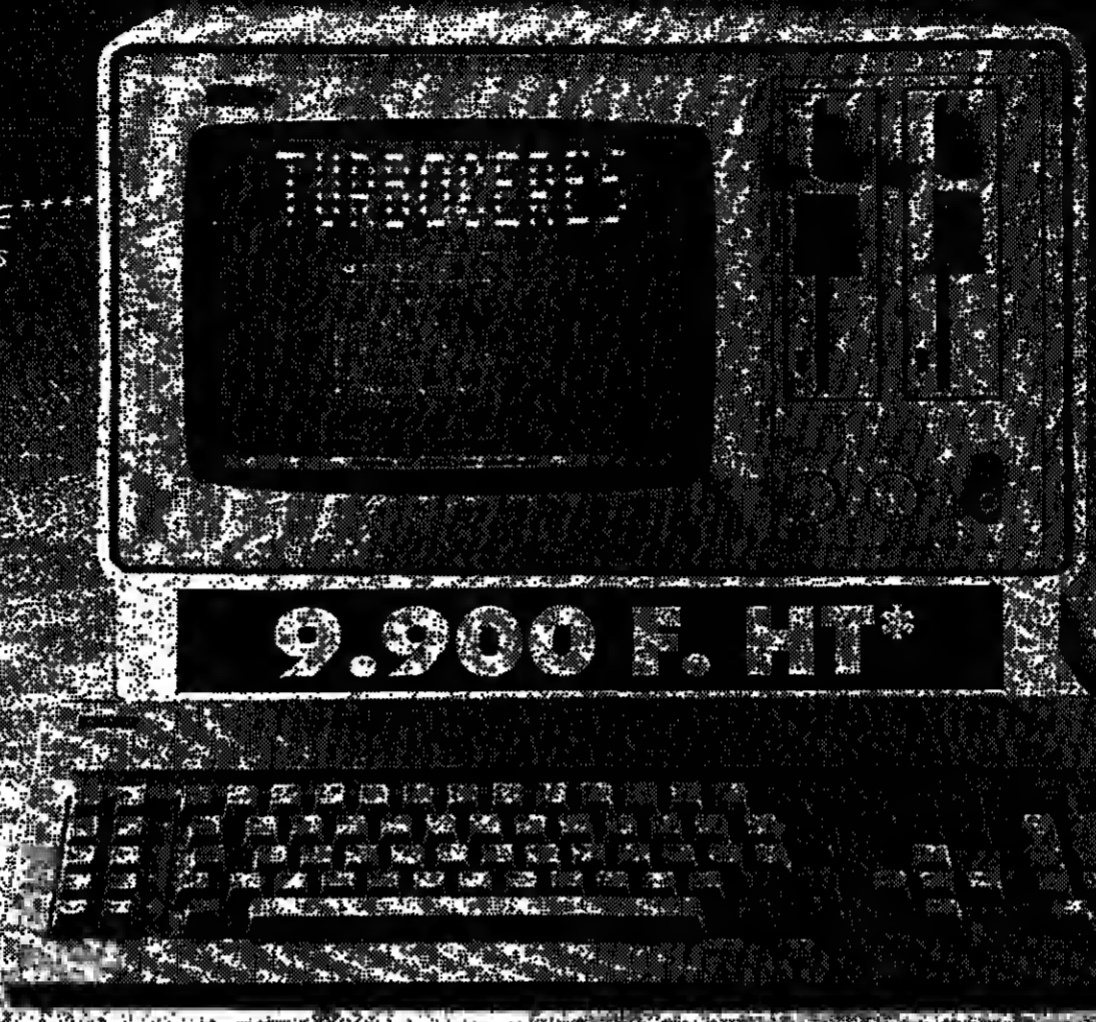
de
19
Di

sp
g
15

E

et
re
pr
le
F
m
ur
et
1
O
de
B
P
n
d
n
D
L

à ce prix là ... on se les arrache!



MEDECINS DU MONDE
a choisi LA SECRETAIRERIE
pour réaliser ses implantations
micro-informatiques.

NCR PC41
Une grande marque à ce
prix là... c'est pas tous les jours.
Même version, sans disque dur,
• 256 Ko de mémoire centrale,
• 2 stations de disquette 360 Ko,
• Sorties série et parallèle
• Ecran couleur graphique haute
résolution, (640 x 400)
16 couleurs
• Clavier accentué avec pavés curseur
et numérique séparés
• DOS et GW-BASIC en français
• Disquette auto-formation instructeur
et professeur DOS

9.900 F. HT*

NCR PC 41 avec :

- 512 Ko*** mémoire centrale
- 1 station de disquette 360 Ko
- 1 disque dur 20 Mo***
- Horloge - calendrier***
- Sorties série et parallèle
- Ecran couleur graphique haute résolution
(640 x 400) 16 couleurs
- Clavier accentué avec pavés curseur et numériques
séparés
- DOS et GW-BASIC en français
- Disquette auto-formation instructeur et professeur DOS.

- Logiciel de gestion intégré
TURBOCERES complet compatible IBM PC
- MODULE COMPTABILITE multi-sociétés
- MODULE GESTION DES STOCKS multi-sociétés
- MODULE FACTURATION multi-sociétés
- MODULE STATISTIQUES multi-sociétés
- MODULE PAYER multi-sociétés
- MODULE COMMANDE FOURNISSEUR multi-sociétés
- MODULE UTILITAIRES multi-sociétés
- Imprimante **CITIZEN 120 D**
complète avec lecteur, câble et interface

19.900 F. HT*

Nos clients : IIAP (1^{er} ministre) TFI, PRINTEMPS TERNES, etc.
1 an de garantie pièces et main-d'œuvre.

Une grande marque équipée comme aucun,
disponible sans délai
et à un prix à faire pleurer...les crocodiles.

... quoi de plus ? l'adresse bien sûr.

CHARLIE 12
212 avenue Daumesnil 75012 Paris
Tél. (1) 43 44 45 60 - Télex 213 286F

La Secrétaire
43 rue Beaumont 75005 Paris
Tél. (1) 42 77 85 00 - Télex 240 537E

* TVA 18,60 en sus. ** NCR est une marque déposée. *** Sont des ajouts secrétaire.

**** La Secrétaire s'engage à reverser à M.D.M. 3% du chiffre d'affaires généré par la vente des espaces.

Le monde...
libération des prix...
Hôtelle...
Le monde de vite...
Le monde de la rural...
Le monde de la ville...
Le monde de la campagne...
Le monde de la mer...
Le monde de la montagne...
Le monde de la plaine...
Le monde de la vallée...
Le monde de la colline...
Le monde de la montagne...
Le monde de la plaine...
Le monde de la vallée...
Le monde de la colline...
Le monde de la montagne...
Le monde de la plaine...
Le monde de la vallée...
Le monde de la colline...

مکان الیوم

مكتبة من الأعمال

Cardif Entreprises : pour économiser des millions dans la gestion de votre dette sociale

RESPONSABLES D'ENTREPRISES, votre « dette sociale » à l'égard de vos collaborateurs se chiffre rapidement par millions. Elle découle des accords sociaux, mais aussi de la nécessité de motiver vos cadres, vos cadres supérieurs, jusqu'à leur départ à la retraite. Cette dette est difficile à prévoir, à évaluer, à gérer. D'où le succès des conseils, des analyses, des propositions de Cardif Entreprises : pour lisser vos charges, écrêter les à-coups de trésorerie, et économiser millions... ou dizaine de millions.

**EN QUINZE JOURS,
VOUS POUVEZ FAIRE UN CHOIX,
AVANT VOTRE BILAN...**

Une étude Cardif Entreprises avec évaluation des différentes situations : actuarielles, financières, fiscales, sociales, avec simulations informatiques des différentes hypothèses, ne prend que quinze jours pour se répercuter dès votre prochain bilan.

Cardif Entreprises met à votre disposition un « outil » performant et rigoureux d'analyse juridique et technique, et la qualité reconnue de sa gestion financière. Voulez-vous qu'on en parle?



L'assurance financière

Cardif Entreprises - 192, avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine, Cedex
Téléphone : (1) 47.38.87.47

GROUPE COMPAGNIE BANCAIRE

ce

e

manifesté
ment a
les et à

étaient
sages,
contre

grande
affaires
et
'Oncet,
hôpital.
Rennes

e. Non
s. Aix,

qu'un
affaires
(subs),
station
yérens

mmuni-
vaquet-
change
mettre
un les
me si,
iant de
pas se
doigt,
mouve-

atuelles
mani-
s d'en
ms, les
'Bou-
lé suivi
ar les

ite et
né une
a ras-
et qui
diffé-
nis du
versité
tourné,
versité
de son
t, pour
zones

NT.

© PUBLICIS

1986

Handwritten signature or mark in the bottom left corner.

سكنا من الاموال

Marchés financiers

1986 7

BOURSE DE PARIS

25 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 31

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and various stock indices. Includes sub-sections for Règlement mensuel and Second marché.

Comptant (sélection)

Table of financial instruments including Obligations, Actions, and Cote des changes.

Second marché (sélection)

Table of financial instruments traded on the second market.

SICAV (sélection)

Table of SICAV (mutual funds) with columns for Valeurs, Emis, and Rachat.

Marché libre de l'or

Table of gold market prices and exchange rates.

ICE

re manifestement à elles et à ambien es sages, ic contre s grande manifes- ryens et L'Ouest, capitale, à Rennes ste. Non ne, Aix, té qu'm manifes- (Doub), festation a lycéens somuni- Devaquet- sa change du mettro dans les vême si, udiant de out pas se tit doit, le mouve- ventuelles les man- pas d'en erents, les ers. Boui- été suivi par les

droite et tenté une ju à rasnes et qui s'indiffé- quais du univérsité contourné, univérsité re de son adic, pour personnes

GENT.

PHILIPAS

